



La chronique de Jean-Bernard Vuillième

# Fiches e

Il est évident que les artistes et les intellectuels, comme les bourgeois qui sont allés renforcer leurs convictions par de petits voyages d'agrément dans les pays communistes, n'ont pas été épargnés par l'espionnage fédérale. Cette politique de la méfiance qui a en fait toujours existé — même si elle s'est emballée depuis le règne de M. Furgler — paraît difficilement compatible avec les encouragements officiels prodigués aux artistes de produire aujourd'hui en masse de la critique constructive et de l'utopie à tout crin pour célébrer le 700<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération.

Des gens fichés par l'Etat pour leur anticonformisme ou leur esprit critique sont subitement priés de s'en donner à cœur joie dans l'espoir de ravalier, tant que faire se peut, la façade d'un pays en mal de cerner son identité et d'envisager son avenir au moment d'une célébration qu'il ne peut éviter à cause d'un chiffre rond.

Il ne faut donc pas s'étonner que quelques «mauvais citoyens», fâchés d'avoir été fichés, et qui ont pendant tant d'années nourri les fantasmes de l'Etat fouineur, se rebiffent quand le même Etat veut in extremis les embaucher comme lave-vitrine.

Ceci dit, l'action «Boycott culturel du 700<sup>e</sup>» lancée par une quinzaine

d'écrivains suisses alémaniques, soutenue en mars dernier par près de 700 signatures et relancée ce mois, pourrait bien ne soulever qu'une vaguelette dans le marais des réjouissances culturelles. Car voilà bien, si l'on y réfléchit, la plus utopique de toutes les utopies programmées! Un pays dans lequel les artistes se mettraient en grève est-il concevable, ou, pour mieux dire, les individualistes qui constituent ce vivier peuvent-ils se comporter d'une manière si bien concertée, disons corporatiste, qu'elle rendrait inopérante la volonté officielle de célébration? Au discours schizophrène des artistes, disant ainsi: «Tu me demandes de te critiquer et c'est pour mieux me fichier, donc je me tairai et tu seras bien embêté».

Il se trouvera bien quelques personnages, ici et là, prêts à renoncer à toute collaboration, et tant qu'on en veut pour signer de fracassantes déclarations qui n'engagent à rien. Mais il faudrait beaucoup de kamikazes, et non des moindres, pour que cette action acquière, selon le vœu de ses initiateurs, «une valeur indubitable de signal d'alarme». Quelle que soit la gravité des faits reprochés à l'Etat fouineur, le choix de répondre à ses

excès par le silence et le désengagement est non seulement contestable d'un point de vue stratégique, mais encore dans son principe même. En bonne logique, un créateur décidé à s'engager dans la voie du boycott devrait renoncer dans le même temps à toute aide fédérale qu'il aurait sollicitée pour d'autres fins artistiques. On ne peut sans contradiction fermer la main du côté du 700<sup>e</sup> et ouvrir l'autre, en douce, du côté de Pro Helvetia... D'autre part, si le projet ne fait pas que répondre à une commande, renoncer à l'argent ne devrait pas signifier renoncer au projet, à moins d'admettre que les œuvres en gestation justifient ce sacrifice.

Cette action de boycott n'aurait de sens que dans un Etat qui obligerait les artistes à célébrer son anniversaire. Dès lors que chacun reste libre de ses choix, de ses projets et de sa parole, s'infliger la muselière en guise de protestation contre le scandale des fiches est un curieux réflexe, atrocement suisse, de repli sur soi. Répond-on à la bêtise par la bouderie? Est-il indispensable de se couper la langue pour dire quelque chose?

Et faut-il vraiment inaugurer le ré-duit national culturel suisse en 1991? /jbv

officielle de célébration? Au discours schizophrène de l'Etat s'ajouterait le discours schizophrène des artistes, disant ainsi: "Tu me demandes de te critiquer et c'est pour

PTS